



ONLINE-Publikation

JAN VAN AKEN

**Approche de gauche en matière
de gestion civile des crises**

**Entre critique et
intervention concrète**



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

JAN VAN AKEN a été membre du Parlement fédéral allemand (Deutscher Bundestag, 2009-2017) et, plus récemment, porte-parole du groupe DIE LINKE en matière de politique étrangère. Il est titulaire d'un doctorat en biologie et a travaillé comme militant de Greenpeace et comme inspecteur des armes biologiques aux Nations unies à New York.

IMPRESSION

ONLINE-Publikation 9/2018

Publiée par Rosa-Luxemburg-Stiftung

Responsable : Henning Heine

Franz-Mehring-Platz 1 - 10243 Berlin, Allemagne - www.rosalux.de

ISSN 2567-1235 - Clôture de rédaction : novembre 2018

Edition : Mario Candeias

Traduction / Relecture : Nivene Raafat lingua-trans-fair/Loren Balhorn

Mise en page et production MediaService GmbH Druck und Kommunikation

Table des matières

ENTRE UNE CRITIQUE DU CAPITALISME ET UNE INTERVENTION CONCRÈTE	1
Étude de cas : Iran	2
Le recours à l'escalade dans la résolution civile des conflits.....	2
CADRE GÉNÉRAL	3
Définir « sécurité » comme « sécurité humaine »	3
Comprendre le terme « civil »	3
Acteurs de la gestion civile des crises.....	4
Gestion interne et externe des conflits civils	5
Ne pas nuire !	5
IL N'Y A PAS D'APPROCHE UNIQUE	5
Étude de cas : Soudan du Sud.....	6
Étude de cas : Kurdistan – faut-il armer les Peshmerga ?	7
Le changement par le rapprochement.....	8
L'ALLEMAGNE COMME FORCE DE PAIX - IL EST TEMPS D'INTERVENIR !	8
POINTS CLÉS	9

Approche de gauche en matière de gestion civile des crises

ENTRE CRITIQUE ET INTERVENTION CONCRÈTE

Il est souvent demandé aux membres de DIE LINKE, quelle solution le parti proposerait en lieu et place des déploiements militaires sur le sol étranger. La réponse privilégiée est celle de la gestion civile des conflits et de la prévention des crises. Bien que cette approche soit sans aucun doute la bonne, en guise de réponse succincte, son défaut réside dans sa trop grande simplicité. En effet, la gestion civile des conflits n'est pas un concept de la gauche *en soi* : dans certains cas, elle est totalement apolitique (et pourtant, la bonne ligne de conduite). En tant que membres du parti, nous devons nous faire une idée plus concrète de la forme que pourrait prendre la gestion civile des conflits par la gauche. Ce document est la réflexion de nos expériences au sein du groupe parlementaire de gauche, où nous avons vu à plusieurs reprises nos connaissances théoriques et pratiques concernant les possibilités et les difficultés de la gestion civile des crises être poussées à leurs limites par les défis inhérents aux processus de décision politique. Nous espérons que les praticiens de gauche en matière de gestion des conflits et de prévention des crises, ainsi que les théoriciens de gauche, reprendront et développeront davantage les questions explorées dans ce document.

ENTRE UNE CRITIQUE DU CAPITALISME ET UNE INTERVENTION CONCRÈTE

Lorsque l'on parle d'une approche de gauche en matière de gestion civile des crises, la conception de la solution répond à des questions clés. Est-elle à court ou à long terme ? Est-elle théorique ou concrète ? S'agit-il d'une mesure urgente pour sauver des vies ou vise-t-elle à révolutionner le monde ? Ces approches n'ont pas besoin d'être contradictoires ; en fait, dans le meilleur des cas, elles peuvent amorcer un débat dans lequel des objectifs à long terme peuvent inspirer des mesures spécifiques et concrètes.

Dans la recherche, le concept de « gestion civile des crises » décrit généralement des interventions spécifiques dans une situation menaçante. L'objectif est de prévenir la violence aiguë ou de désamorcer la situation et de parvenir à une résolution pacifique du conflit. À cet égard, la majorité des approches de « gestion civile des crises » ne s'attaquent pas aux causes profondes du conflit en question, mais se concentrent plutôt, dans un premier temps, à rendre les conséquences non-violentes. Cela ne doit pas être interprété comme une critique : toute mesure qui réussit à prévenir la violence, la souffrance et la perte de vies humaines est sans aucun doute valable. Toutefois, vue sous cet angle, la gestion civile des crises n'est pas un concept de gauche. Mais cela ne signifie pas qu'elle n'a pas le potentiel de le devenir.

Nos réflexions sur cette question sont fondamentalement motivées par les paroles du socialiste français Jean Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre, tout comme les nuages portent la pluie. » Tant que les êtres humains et l'environnement seront exploités, et tant que la richesse privée continuera à s'accumuler, de violents conflits relatifs aux sphères d'influence, aux ressources et aux richesses persisteront. En conséquence, compte tenu de l'environnement actuel, toute intervention concrète dans un conflit violent sera toujours vouée à l'échec si elle ne tient pas compte des structures de pouvoir et d'exploitation existantes. Si la politique de paix de gauche souhaite être plus qu'un simple rejet vigoureux des intérêts politiques poursuivis par le recours à la force militaire, la gestion des crises doit donc relever le défi de plaider pour une justice mondiale.

Cependant, ce serait une erreur fatale que cette compréhension mène à la paralysie et au rejet de toute initiative pratique de résolution pacifique des conflits comme étant imprévoyant et futile. Dans le monde réel, avec ses conflits réels et ses morts tous aussi réels, il est vital (et correct) que nous poursuivions une véritable politique avec des impacts tangibles et à court terme. Le simple fait d'insister sur une vérité fondamentale - aussi valable soit-elle - conduit trop souvent à l'incapacité

d'agir et ne contribue guère à faire avancer un changement positif réel, que ce soit à court ou à long terme.

Lorsque nous parlons ici de « politique réaliste », nous ne parlons pas de *Realpolitik* au sens classique, parlementaire ou tel qu'il est utilisé en Allemagne ou par le mouvement des Verts : nous ne nous préoccupons pas de la question de savoir comment DIE LINKE agira dans le cadre d'une future coalition au pouvoir et quels compromis il devrait (ou ne devrait pas) accepter. Par « politique réaliste », nous entendons ici une politique et des positions radicales de gauche proportionnées au climat mondial actuel, c'est-à-dire en réaction à des événements réels, qu'il s'agisse de la guerre civile au Soudan du Sud, du conflit sur le programme nucléaire iranien ou de l'un des nombreux autres conflits qui s'intensifient.

En tant que membres de DIE LINKE, notre discours ne doit pas s'arrêter à l'exigence des alternatives civiles ; nous devons montrer où ces alternatives peuvent servir (à titre préventif, réactif ou actif) ; nous devons expliquer leur objectif (prévenir ou mettre fin à la violence, ou s'attaquer à la cause profonde du conflit) et qui sont les acteurs (l'État, la « société civile », les mouvements, les partis, etc.) ; et nous devons décrire comment ces approches peuvent également faire partie d'une stratégie politique pour une résolution durable.

Étude de cas : Iran

Le conflit entre les convictions politiques et la mise en œuvre effective de solutions pacifiques est universel. Dans le différend actuel sur le programme nucléaire iranien, l'énergie nucléaire à usage civil est un domaine de préoccupation. En tant que membres de DIE LINKE, nous rejetons cette utilisation pour deux raisons : d'une part, en raison des risques environnementaux inhérents, et d'autre part, parce que tout programme nucléaire « civil » - que ce soit en Allemagne, en Israël ou en Iran - permet toujours d'avoir le savoir-faire technique nécessaire pour développer une arme nucléaire. La seule façon de mettre un terme à la prolifération nucléaire est de fermer toutes les centrales nucléaires du monde.

Dans le conflit sur le programme nucléaire, l'Iran a fait référence à plusieurs reprises à son droit inaliénable d'utiliser l'énergie nucléaire de manière pacifique. Bien que nous soyons en désaccord avec cette déclaration, l'Iran a malheureusement un argument valable en vertu du droit international. En outre, le traité sur les armes nucléaires avec l'Iran n'a été possible que parce que l'Occident était disposé à reconnaître ce droit.

L'accord conclu avec l'Iran était la bonne étape, et il était nécessaire pour empêcher le conflit de prendre des proportions violentes. Toutefois, l'accord comprend également l'acceptation de l'expansion du programme d'énergie nucléaire civile du pays et n'est donc pas conforme à nos convictions politiques.

En ce qui concerne notre position sur ce conflit en tant que représentants de DIE LINKE au Parlement, nous avons eu des discussions avec le gouvernement allemand pour initier un partenariat avec l'Iran qui superviserait la transition progressive du pays vers les énergies renouvelables, par exemple en soutenant la construction de centrales solaires. Malheureusement, ces efforts n'ont pas porté leurs fruits jusqu'à présent, mais cette approche doit rester notre objectif principal dans la résolution de ce conflit si nous voulons rester fidèles à notre maxime qui consiste à laisser nos objectifs fondamentaux guider notre approche politique pratique.

Le recours à l'escalade dans la résolution civile des conflits

La gestion civile des crises ne vise pas à prévenir les conflits, car ces derniers sont une constante dans le monde entier. Le conflit n'est pas le problème *en soi*, mais plutôt un moteur important du développement humain. Les conflits ne deviennent un problème que lorsqu'ils ne peuvent être résolus de manière coopérative et constructive ou, dans les cas les plus extrêmes, lorsqu'ils finissent par déclencher la violence. La gestion des crises est donc souvent utilisée comme synonyme de « désescalade ».

D'autre part, le conflit offre également un espace où nous pouvons discuter de la question très fondamentale de savoir comment nous voulons que nos sociétés et nos démocraties fonctionnent. Les conflits concernant le pouvoir, les ressources, les sphères d'influence et, finalement, le système politique dans son ensemble sont des lignes de bataille sur lesquelles la gauche politique doit s'orienter. Bien que ces batailles idéologiques puissent être mises en

veilleuse, cela ne peut pas être notre objectif : ce n'est que lorsque ces discussions pourront se dérouler que nous pourrions atteindre l'objectif réel d'éliminer la cause profonde du conflit. C'est pourquoi, d'un point de vue de gauche, cet espace de débat nécessite également une escalade - l'intensification des conflits existants - afin de mettre fin à l'injustice et à l'oppression. Cependant, nous ne devrions pas viser une escalade violente, mais une intensification politique qui - plus important encore - se produise à la source du conflit.

Le Mali en est un bon exemple : oui, il est juste et essentiel pour la survie de nombreux habitants du Mali que le violent conflit dans le pays soit désamorcé. Mais l'un des facteurs de l'escalade du conflit dans ce pays d'Afrique de l'Ouest est la présence de pays riches du Nord et leur intérêt pour les ressources naturelles du Mali (dans ce cas, la France se concentre sur les gisements d'uranium de la région). Le fait est qu'ici en Europe, nous ne sommes pas tous dans le même bateau et nous n'avons pas tous le même intérêt à trouver une solution pacifique au conflit du Mali ; ici, en Europe, la gauche doit prendre le relais et intensifier le conflit avec les entreprises d'énergie atomique et, en fin de compte, briser leur puissante mainmise.

Désamorcer les conflits localement, les escalader à la source : cela pourrait être une façon de pratiquer simultanément une politique réelle radicale et une critique fondamentale du capitalisme.

CADRE GÉNÉRAL

Définir « sécurité » comme « sécurité humaine »

Pendant ou après une crise, les besoins fondamentaux des personnes sont souvent réduits à ces deux exigences : « assurance et sécurité ». Bien entendu, il est vrai que les êtres humains ont besoin d'une alimentation convenable et d'une sécurité adéquate afin d'aider à reconstruire collectivement leur société. Cependant, le problème ici est que le terme « sécurité » est souvent utilisé en référence à la sécurité de l'État et de ses institutions. Créer la sécurité en augmentant le nombre de policiers, en fournissant des armes ou en menant des missions militaires ne peut se justifier que si l'on a une compréhension très étroite de la « sécurité » et que l'on poursuit donc une politique qui est, à notre avis, vouée à l'échec.

Nous plaçons donc en faveur du terme « sécurité humaine ». Ce n'est pas une expression de gauche en soi, mais elle est de plus en plus utilisée, même dans des contextes internationaux. Par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies définit la « sécurité humaine » dans la résolution 66/290 (2012) comme « *le droit des personnes à vivre dans la liberté et la dignité, à l'abri de la pauvreté et du désespoir. [...] La sécurité humaine [...] prend également en compte les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels* ». La « sécurité humaine » signifie aussi la protection contre l'exploitation ou la violence de l'État et peut donc être diamétralement opposée au terme plus communément utilisé.

Comprendre le terme « civil »

Dans le débat sur la gestion civile des crises, le terme « civil » est interprété de diverses manières. Dans sa forme la plus simple, le terme « civil » est essentiellement compris comme tout ce qui n'est pas lié à l'armée. Cela signifie que le gouvernement allemand considère également les opérations de police et les missions de formation des agents de police comme des mesures fondamentalement civiles.

Cela pose problème, car dans de nombreuses sociétés, les forces de police sont souvent la source de l'insécurité humaine ou, dans des cas extrêmes, pratiquement interchangeables avec l'armée. C'est particulièrement le cas dans les sociétés d'après-guerre où les anciennes milices reçoivent simplement des uniformes de police (dans le cadre d'un processus de « démobilisation ») mais continuent à exercer le même pouvoir et à se comporter de la même manière oppressive qu'auparavant. Au Soudan du Sud, nous avons été témoins oculaires de ce phénomène. Un autre exemple est l'Afghanistan, où pendant plusieurs années, la police (qui a été formée et équipée par l'Occident) a utilisé des tactiques quasi-militaires dans sa lutte contre les Talibans. Même dans des situations moins extrêmes, il y a de nombreuses régions du monde où nous pensons que le travail de la police ne devrait pas entrer dans la catégorie de la gestion « civile » des crises, par exemple lorsque des forces paramilitaires similaires à la Guardia Civil ou à la gendarmerie sont impliquées.

Cela dit, nous ne pensons pas que toutes les mesures de police soient mauvaises en soi ou qu'elles contredisent fondamentalement le principe de la gestion civile des crises. Il est quelque peu myope de penser, par exemple, que les opérations de police en Allemagne devraient toujours être associées à des abus tels que ceux qui ont eu lieu lors des manifestations du G20 à Hambourg. Même dans un système de socialisme démocratique (quelle que soit la forme et le moment où il se produit), la police remplit une fonction nécessaire en contribuant à la sécurité humaine. Il serait donc erroné de définir le terme « civil » comme tout ce qui est non-gouvernemental. Pour cette raison, la gestion civile des crises est définie comme non-violente : la police serait exclue de cette définition si elle faisait partie d'un appareil d'oppression ou était impliquée dans une guerre civile.

Certains acteurs impliqués dans le débat sur la politique internationale utilisent le terme « gestion civile des crises » pour désigner uniquement la société civile. Nous estimons que cela pose également problème, car ce terme peut être utilisé à la fois de manière trop étroite et trop large. Dans ce contexte, l'expression « organisation de la société civile » a été initialement inventée par des forces progressistes pour différencier ces entités des « organisations non-gouvernementales » ; les associations industrielles ayant commencé à se définir de plus en plus comme des ONG, ce qui est techniquement admissible. L'ONU continue de désigner la société civile comme le « troisième secteur » après le gouvernement et les entreprises.

Bien que cela puisse initialement être considéré comme progressif, l'exclusion du secteur des entreprises n'est pas toujours la bonne ligne de conduite du point de vue de la gestion civile des crises. En Tunisie, par exemple, le Quartet de dialogue national, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2015, a joué un rôle essentiel dans le remodelage de la nation au lendemain du printemps arabe. Deux des organisations qui composent le Quartet sont l'Union Générale Tunisienne du Travail et l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

D'autre part, il existe des organisations qui ont un nom civil, mais qui fonctionnent essentiellement comme une extension du gouvernement, par exemple comme une organisation affiliée à un parti au pouvoir. C'est pourquoi nous pensons que la gestion civile des crises ne devrait pas être définie par le fait qu'une entité soit ou non gérée par l'État ; le seul critère devrait être la non-violence.

Acteurs de la gestion civile des crises

En ce qui concerne la question de savoir qui devrait être impliqué dans le processus de résolution des conflits, il est essentiel d'élargir nos perspectives et de faire preuve d'ouverture. Dans les situations de conflit qui ont déjà tourné à la violence, c'est souvent un premier réflexe que de tendre la main aux groupes qui sont impliqués dans les actes de violence en question. Essentiellement : si vous êtes armé, vous êtes invité à des négociations. Une telle démarche est non seulement myope, mais aussi extrêmement risquée. Elle est inadéquate, car une solution durable ne peut être trouvée que si toutes les parties concernées participent à la résolution du problème, et certaines personnes touchées par le conflit sont des individus qui ne sont pas impliqués dans un conflit armé. Elle est également dangereuse, car elle favorise une culture de la violence : si vous voulez avoir votre mot à dire sur le résultat final, vous devez prendre les armes dès maintenant pour avoir un siège à la table des négociations.

Mais par-dessus tout, nous devons aussi nous concentrer sur la source du conflit et non pas seulement sur la scène où se déroule la violence. Comme mentionné précédemment, une approche de gauche en matière de gestion civile des crises doit également viser à résoudre la cause du conflit : trop souvent, nous n'avons pas besoin de nous aventurer au Mali ou en Afghanistan pour le trouver. La réponse se trouve près de chez nous. Si nous voulons lutter contre le travail des enfants et l'esclavage dans les plantations de cacao en Afrique de l'Ouest, la cause de violents affrontements dans la région, nous devons également porter un regard critique sur des entreprises comme Milka et Mars.

Gestion interne et externe des conflits civils

Nous considérons généralement la gestion civile des conflits comme une intervention extérieure. En fait, dans la majorité des cas, ce ne sont pas les acteurs internationaux, mais locaux qui se taillent la part du lion. Et c'est ainsi qu'il devrait en être : de nombreux conflits dans le monde sont causés par des problèmes locaux et sont donc mieux résolus au niveau local. Toutefois, pour y parvenir, il faut une connaissance précise du contexte local, ce qui fait souvent défaut aux acteurs internationaux. Cependant, il y a un problème majeur : le fait que la majorité de l'expertise théorique et pratique en matière de gestion civile des conflits se situe dans les grandes villes du Nord, signifie que beaucoup de ces projets sont lancés, dirigés et exécutés depuis l'extérieur. C'est pourquoi il est urgent de s'assurer que les capacités et les ressources nécessaires sont suffisamment disponibles dans les régions déchirées par des conflits. Pour atteindre cet objectif, le groupe parlementaire DIE LINKE au Bundestag allemand a proposé de créer des universités spécialisées pour former le personnel de maintien de la paix en Afrique et en Asie, afin que chaque année des milliers de personnes puissent être préparées à un déploiement dans leur région (et pas nécessairement seulement dans leur propre pays). Le coût de cette initiative ne représenterait sûrement qu'une fraction des sommes astronomiques actuellement consacrées au déploiement des expatriés.

D'autre part, il existe également de nombreux scénarios locaux dans lesquels des acteurs extérieurs peuvent jouer un rôle important. Une organisation de paix civile au Soudan du Sud en est un exemple. Dans la guerre civile qui sévit actuellement dans le pays, de nombreuses femmes risquent encore d'être violées par les milices lorsqu'elles quittent leur village pour aller chercher du bois. Ces femmes n'ont pas d'autre choix : le bois est vital pour se nourrir et nourrir leur famille. Une solution surprenante à ce problème a été d'envoyer des femmes étrangères (blanches) pour accompagner les femmes locales lorsqu'elles vont chercher du bois. Leur simple présence laissait entendre que la communauté internationale surveillait la situation et suffisait à dissuader les milices de mener des attaques.

Bien entendu, les acteurs internationaux jouent un rôle important dans le traitement de questions à une échelle beaucoup plus large, comme la négociation de cessez-le-feu et d'accords de paix régionaux ou nationaux, car les acteurs locaux ou nationaux ne sont pas neutres dans ces négociations ou ne peuvent être perçus comme tels.

Ne pas nuire !

Le premier principe de la gestion civile des crises est l'approche « ne pas nuire » (Do no harm), qui englobe à la fois les résultats immédiats et à long terme. Toute intervention menée dans le cadre de la gestion civile des crises doit être résolument axée sur les conséquences durables des actions entreprises aujourd'hui. Cela peut sembler évident et logique, mais face à des problèmes aigus, cela peut rapidement conduire à des objectifs contradictoires et à des décisions douloureuses, par exemple lorsque la résolution d'un conflit à court terme ne peut être obtenue qu'en recourant à des mesures susceptibles d'exacerber la violence plus tard.

Nous en avons déjà donné un exemple ci-dessus : dans un conflit violent, il semble évident que pour obtenir un cessez-le-feu, il suffit d'amener les parties belligérantes à la table des négociations. Mais cette logique ne fait que reproduire la culture de la violence, car tous ceux qui veulent avoir leur mot à dire sur la structure de la société d'après-guerre doivent prendre les armes pour faire entendre leur voix.

IL N'Y A PAS D'APPROCHE UNIQUE

Bien entendu, les questions qui se posent sont évidentes : Qu'est-ce que tout cela signifie en pratique ? Que devons-nous faire dans une situation de conflit donnée ? Que devrait préconiser DIE LINKE ?

Ce sont des questions auxquelles on ne peut répondre que concrètement ; il n'existe pas de solution miracle ou d'approche unique en matière de gestion civile des crises qui puisse être utilisée pour s'attaquer à tous les types de conflits. Nous croyons fermement que dans chaque conflit, il est possible de mettre un terme au cycle de la violence par des moyens civils. Mais pour déterminer exactement quelles approches seraient efficaces et utiles, il faudrait une analyse approfondie de la situation respective et des mesures spécifiquement adaptées.

Étude de cas : Soudan du Sud

Peu avant la création du nouvel État du Soudan du Sud, une délégation du groupe parlementaire de DIE LINKE s'est rendue dans le pays fin 2010 pour se faire une idée de la situation sur le terrain. Nous avons très vite compris que le plus grand potentiel de violence ne résidait pas dans l'ancien clivage Nord-Sud (comme le craignait la communauté internationale), mais dans les tensions au sein même du pays naissant. Même à cette époque, il était clair que les conflits violents pouvaient dégénérer en une véritable guerre civile. Cela était dû en partie à l'exposition de la population à la violence pendant plusieurs décennies de guerre civile, qui avait abouti à un seuil très bas d'utilisation de la violence sur l'ensemble du spectre social - dans une société où presque chaque foyer possédait une arme à feu. Cette situation a été aggravée par de nombreux différends de longue date qui ont toujours eu un énorme potentiel de conflit. Presque tous les conflits dans la région soudanaise sont localisés et leurs causes sont multiples : pauvreté, faible accès aux ressources, conflits entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades, ainsi que le clientélisme et les tensions ethniques.

Dans un tel contexte, une stratégie judicieuse aurait été de désamorcer les conflits locaux à un stade précoce avec l'aide d'un grand nombre de médiateurs recrutés au sein du spectre social. Nous avons rencontré plusieurs ONG travaillant dans le domaine de la médiation pour la paix au Soudan du Sud et avons entendu de nombreux exemples de la manière dont des conflits aigus, par exemple sur les pâturages et l'eau, ont été résolus de façon coopérative en utilisant des approches de gestion civile des crises - sans aucune violence ni implication de l'armée.

La gestion civile et pacifique des conflits dans une société où la violence est omniprésente, chaque jour et à tous les niveaux, est une tâche difficile. Il ne faut pas s'attendre à des résultats rapides : la transformation d'une société militarisée est une entreprise de longue haleine. Néanmoins, un certain nombre d'organisations soudanaises et internationales s'efforcent de mettre en place des formes pacifiques de prévention et de gestion des conflits comme alternative à la violence. Elles travaillent dans des conditions extrêmement difficiles. Un membre du service civil de paix a passé cinq ans dans un petit village des monts Nouba, vivant sans électricité ni communication avec le monde extérieur, ce qui a permis d'établir une relation de confiance avec la communauté locale pendant plusieurs années - une étape cruciale pour tout projet. Progressivement, grâce à des discussions avec les chefs traditionnels et les différents groupes ethniques, il a pu développer des concepts de résolution pacifique des conflits et résoudre les conflits avant qu'ils ne s'aggravent.

Des conflits de longue durée existent dans de nombreuses communautés. Ils peuvent être internes à un groupe ethnique ou opposer des groupes ethniques, et peuvent porter sur la terre, le bétail et les ressources vitales telles que l'eau, ou sur le pouvoir et l'influence au sein de la communauté. La guerre a souvent détruit les mécanismes traditionnels de résolution des conflits (par exemple, les accords entre les anciens du village ou les négociations sur l'utilisation collective des terres). C'est là que bon nombre de ces organisations intervient. Elles tentent de relancer et de développer les mécanismes de résolution pacifique des conflits existants (ou antérieurs) et soutiennent leur mise en œuvre au sein de l'organe politique. Deux exemples sont détaillés ci-dessous :

- L'organisation « Non Violent Peace Force », basée à Bruxelles, a de nombreuses années d'expérience dans le maintien de la paix. Une organisation soudanaise s'est tournée vers « Non Violent Peace Force » lorsque les désaccords entre les éleveurs et la population locale dans la région sous-développée de l'Equatoria occidentale sont passés d'un conflit saisonnier en un conflit beaucoup plus violent. Ils ont analysé la situation sur le terrain et ont établi que la violence dans le conflit existant entre les Mundri (agriculteurs sédentaires) et les Mundari (éleveurs nomades) avait pris une nouvelle dimension. En deux mois, les représentants des Mundri et des Mundari ont été amenés à la table des négociations et, après une longue discussion, sont parvenus à un accord. Ils se sont présentés ensemble devant leurs communautés et ont plaidé en faveur d'une coexistence pacifique. La médiation a été menée par des spécialistes africains formés par « Non Violent Peace Force ».
- L'organisation « Reconcile » a été sollicitée par les femmes d'un village qui avait subi une attaque d'une brutalité inhabituelle ayant entraîné la mort de 93 femmes et enfants. Pendant des décennies, deux villages voisins ont été en proie à des hostilités qui se sont parfois transformées en attaques violentes, en vols de bétail ou en enlèvements de femmes et d'enfants. Avec l'aide de Reconcile, les femmes des deux villages ont été réunies avec succès et la paix a finalement

été négociée dans le cadre d'un processus qui a duré plus d'un an.

Ces deux exemples illustrent un point essentiel : la gestion des crises civiles dans les zones rurales du Soudan du Sud nécessite une approche localisée - et cela nécessitera des centaines, voire des milliers, de personnel spécialement formé. Au moment de notre visite, le gouvernement allemand n'avait déployé au Soudan que cinq spécialistes du maintien de la paix formés et, en raison de contraintes de coûts, ils ont été retirés du pays au moment précis où ils étaient le plus nécessaires. Pour des situations telles que celles du Soudan du Sud, il est évident que les universités de médiation que nous avons proposées sont nécessaires, au moins pour assurer la formation des spécialistes nécessaires.

Étude de cas : Kurdistan – faut-il armer les Peshmerga ?

Une situation très différente, nécessitant une approche totalement différente de l'intervention civile, s'est présentée en Irak et en Syrie en 2014. À l'époque, le gouvernement allemand avait décidé d'armer les Peshmerga kurdes dans le nord de l'Irak et de leur offrir une formation dispensée par l'armée allemande, prétendument pour les aider dans leur lutte contre le soi-disant État islamique (Daesh).

A ce moment de la guerre, Daesh attaquait également Kobane, un des trois cantons de la Rojava dans le nord de la Syrie où les forces kurdes avaient établi une forme de démocratie de conseil en 2013. À l'époque, nous avons soutenu la Rojava, ce qui a ensuite conduit à un débat très controversé, y compris au sein de DIE LINKE, sur la question de savoir s'il était judicieux de fournir des armes aux forces progressistes du nord de la Syrie. Mais ce débat a également été encadré par une perspective militaire unilatérale. Même si nous avons soutenu le droit du peuple kurde à prendre les armes pour se protéger des forces méprisables de Daesh, nous devons encore réfléchir à ce qui aurait pu être la meilleure ligne de conduite pour le gouvernement allemand afin de soutenir les Kurdes dans leur lutte étant donné la situation aiguë à laquelle ils étaient confrontés en septembre 2014. En réponse, nous avons identifié deux mesures clés, principalement parce qu'elles auraient non seulement eu un impact à long terme, mais auraient rapidement entraîné un changement dans l'équilibre des pouvoirs régionaux :

- Mettre la pression internationale sur le gouvernement AKP au pouvoir en Turquie, qui à l'époque avait complètement ouvert la frontière entre la Turquie et les territoires contrôlés par Daesh dans le nord de la Syrie. Nuit après nuit, des étrangers armés, déterminés à rejoindre les rangs de Daesh, ont pu franchir la frontière turque pour pénétrer dans la zone de guerre. La question qui se posait alors était de savoir comment, en tant que membres du gouvernement allemand, nous pouvions modifier l'équilibre des pouvoirs : en armant les Peshmerga ou en empêchant les armes et les combattants d'atteindre Daesh ? Cette dernière solution aurait pu conduire à un conflit avec le régime d'Erdogan, que le gouvernement allemand tenait manifestement à éviter. Fournir des armes aux Peshmerga était donc un (mauvais) substitut à une stratégie politique bien plus sensée et efficace.
- On peut dire la même chose du flux de fonds qui est allé soutenir Daesh. En 2014, les groupes islamistes en Syrie recevaient encore et gracieusement des millions des États arabes. Au cours de discussions avec des représentants du gouvernement au Qatar, nous nous sommes rendus compte que l'ambassade allemande dans le pays n'avait pris aucune mesure pour empêcher le transfert vers la Syrie des actifs des fondations islamiques des États du Golfe. L'ambassade allemande ne savait même pas qui était responsable de ces questions dans le pays. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi l'Allemagne n'avait pris aucune mesure au Qatar malgré les résolutions spécifiques de l'ONU empêchant le financement de Daesh, les hommes politiques de la CDU ont répondu avec réticence qu'ils avaient les mains liées parce que le pays détenait un nombre important d'actions de Volkswagen : ils devaient faire attention. Ici aussi, nous voyons la même tendance se dessiner : même si une stratégie d'intervention civile plus rationnelle était disponible, la stratégie militaire a finalement prévalu, car le coût politique des mesures civiles était trop élevé. L'exemple de la fourniture d'armes aux Peshmerga illustre parfaitement à quel point la politique étrangère allemande actuelle est influencée par un programme pro-militaire. Lorsqu'il s'agit de questions de politique étrangère, la première question est de savoir comment le problème peut être résolu militairement. Cela rappelle un vieux dicton d'Extrême-Orient : « Tout ressemble à un clou pour qui ne possède qu'un marteau. » Notre approche de la politique internationale doit se démarquer totalement de cette logique militaire ; nous devons adopter une vision plus large pour

évaluer les situations de crise, comme celle de Kobane, et ensuite examiner soigneusement toutes les options possibles avant d'agir.

Le changement par le rapprochement

Parfois, il n'existe pas de mesures à court ou moyen terme pour désamorcer un conflit ou prévenir la torture et la mort d'individus dans des situations aiguës. Dans un pays comme l'Arabie Saoudite, par exemple, la seule façon d'apporter des changements est de soutenir les forces progressistes internes du pays dans leur lutte, de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, et de viser à modifier l'équilibre des pouvoirs au sein du pays par un processus de changement durable. L'expression « changement par le rapprochement » est très appropriée ici, même si elle a des connotations à la fois positives et négatives (elle rappelle également la poursuite des intérêts capitalistes pendant la guerre froide). Mais le principe véhicule, sans aucun doute, la bonne approche : penser à long terme et adopter une stratégie qui consiste à défendre efficacement des valeurs positives dans une société non-démocratique dans le but d'apporter un changement durable.

Parfois, nous ne sommes pas favorables à de telles approches parce que la lenteur du changement signifie qu'il faut laisser de nombreuses personnes souffrir, ou parce que prendre du recul signifie que les « méchants » gagnent à court terme, comme en Syrie. Lorsque le conflit politique du pays a dégénéré en une guerre civile totale, nous avons même l'espoir que ce bouleversement entraînerait la fin du régime d'Assad. Mais continuer à prolonger le conflit en injectant des armes et des fonds dans la région dans l'espoir d'évincer Assad a été un échec catastrophique de la part de l'Occident, des pays arabes et de la Turquie. L'histoire récente de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et maintenant de la Syrie nous a montré qu'une société nouvelle et améliorée ne peut être créée par une intervention violente de parties étrangères. De telles actions ont généralement l'effet inverse : les habitants du pays deviennent rapidement victimes d'une guerre par procuration aux conséquences désastreuses. Bien sûr, dans le cas de la Syrie, l'alternative aurait signifié qu'Assad aurait rapidement étouffé l'opposition dans son propre pays, ce qui aurait entraîné de sombres conséquences pour toute personne opposée au régime. Pour nous, ce résultat aurait été moralement indéfendable. Mais lorsque les réformateurs d'un pays ne sont pas assez forts pour renverser l'équilibre des pouvoirs, il faut malheureusement accepter cette situation comme la réalité, dont le résultat implique la perte de vies humaines. Bien que cela soit tragique, nous devons également nous rappeler qu'une intervention violente en Syrie coûterait encore plus de vies.

Au moment où vous lisez ces lignes, des gens meurent dans des cellules de torture saoudiennes - un fait vraiment épouvantable. Mais s'il est vrai que toute intervention extérieure pacifique avance à un rythme inévitablement lent et ne peut sauver la vie de ces personnes, l'alternative est une ingérence violente de l'extérieur et, comme nous l'avons vu en Syrie, en Libye, en Irak et dans de nombreux autres pays, une telle voie mène à la ruine.

L'ALLEMAGNE COMME FORCE DE PAIX - IL EST TEMPS D'INTERVENIR !

DIE LINKE doit intégrer toutes les considérations relatives à la gestion civile des crises dans un cadre global plus large ; la prévention ou la résolution des crises aiguës n'est qu'une petite partie d'une politique plus large visant à atteindre la paix - et non un substitut à celle-ci.

Une chose est claire : oui, nous voulons que l'Allemagne intervienne dans les crises à l'étranger. La politique de paix ne peut pas signifier un repli à l'intérieur de nos frontières ; elle ne peut pas simplement consister à refuser de fournir des armes à certaines parties ou de déployer des troupes allemandes. Décider de ne pas participer à une intervention militaire n'équivaut pas à refuser de venir en aide à ceux qui sont désespérément dans le besoin. Au contraire : nous nous efforçons et continuerons à agir partout où des personnes sont menacées par la pauvreté, l'injustice ou la violence. Mais nous ne nous laisserons pas entraîner dans des mensonges ; nous ne serons pas dupés en croyant que nos deux seules options sont l'intervention militaire ou l'inaction.

Ici, notre approche est fondamentalement axée sur la non-violence dans les affaires internationales, et notre première exigence est donc de mettre fin à toutes les formes de violence exportée. Cela signifie non seulement la fin des exportations d'armes ou des missions militaires, mais aussi la fin des accords commerciaux internationaux qui soumettent les gens à la violence.

Dans le climat politique actuel, on entend souvent l'argument selon lequel une telle approche signifierait l'isolement complet de l'Allemagne sur la scène internationale. C'est absurde. Il suffit de regarder le Japon pour en avoir la preuve : jusqu'à une date relativement récente, ce pays asiatique n'exportait aucune arme et n'envoyait aucune de ses troupes à l'étranger. En fait, le pays a imposé un moratoire sur les exportations d'armes pendant plus de quarante ans - et ce à une époque où le Japon était considéré comme l'une des économies les plus prospères du monde. La puissance, semble-t-il, ne se développe plus seulement à partir du canon d'une arme. Au contraire : l'une des raisons de l'image extraordinairement positive dont jouit encore l'Allemagne dans le monde est certainement la retenue militaire dont a fait preuve la nation européenne jusqu'aux années 1990, et son approche de politique étrangère, qui était considérée comme moins violente, moins axée sur les intérêts et moins coloniale.

Une politique de paix de gauche signifie donc que l'Allemagne se projette durablement comme pure force de paix, c'est-à-dire l'interdiction totale de la violence exportée, mais aussi l'intervention civile dans les conflits et les crises qui s'aggravent. Cela comprendrait des mesures à long terme, telles que la formation de personnel de maintien de la paix dans le monde entier.

POINTS CLÉS

- Une approche de gauche en matière de gestion civile des crises est toujours un combat pour un monde plus juste - une approche politique axée sur la prospérité et la lutte contre l'injustice et l'oppression.
- *La Realpolitik* à court terme et la lutte pour un monde plus juste ne doivent pas se contredire. Le succès des mesures réelles et concrètes visant à la résolution d'un conflit devrait être mesuré en fonction de leur contribution durable ou non à la résolution de la source du conflit.
- La gestion civile des crises ne signifie pas seulement la désescalade là où la violence a lieu, elle peut aussi signifier l'escalade pacifique d'un conflit à sa source.
- Notre point de départ est le terme « sécurité humaine » et notre cadre de référence comprend les besoins et les demandes de la population du pays concerné. Lorsqu'il y a deux factions ou superpuissances en guerre, nous ne devons pas nous ranger du côté d'aucune d'entre elles. Au contraire, nous devons toujours nous battre pour mettre fin aux souffrances de la population et défendre les intérêts des puissances qui poussent à un processus pacifique et émancipateur.
- L'aspect « civil » de la gestion des crises concerne l'action pacifique, et pas seulement les éléments et organisations non-gouvernementaux ou non-militaires.
- Chaque conflit a différentes possibilités de résolution ; cependant, la majorité répond à l'approche que nous défendons. Mais comme la gestion civile des conflits est souvent beaucoup plus efficace lorsqu'elle est effectuée en interne plutôt qu'en externe, l'une de nos exigences - qui s'inscrit résolument dans une stratégie de poursuite de politiques réalistes - est que le gouvernement allemand finance la formation de 1 000 agents internationaux de maintien de la paix et soutienne leur déploiement dans le monde entier.